

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

ÉPREUVE D'ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

SESSION 2023

Sciences économiques et sociales

JOUR 2

Durée de l'épreuve : **4 heures**

L'usage de la calculatrice et du dictionnaire n'est pas autorisé.

Dès que ce sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.

Ce sujet comporte 10 pages numérotées de 1/10 à 10/10 dans la version initiale et **14 pages numérotées de 1/14 à 14/14 dans la version en caractères agrandis.**

Le candidat traite au choix le sujet de dissertation ou le sujet d'épreuve composée.

Il indique sur sa copie le sujet choisi.

Il est demandé au candidat :

- ▶ de répondre à la question posée par le sujet ;
- ▶ de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- ▶ de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- ▶ de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique approprié à la question et en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

Comment les questions environnementales sont-elles devenues un problème public ?

DOCUMENT 1

Le GIEC est le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Créé en 1988 par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation météorologique mondiale (OMM), il rassemble 195 États membres.

Lieu d'expertise synthétisant l'état des connaissances sur le changement climatique et le rôle de l'activité humaine, le GIEC publie des rapports scientifiques sur lesquels s'appuient les États pour trouver des accords dans la lutte contre le réchauffement. [...]

Depuis sa création, il a publié cinq rapports d'évaluation [...], montrant l'intensification de l'effet de serre du fait de l'activité humaine, et des rapports consacrés à des thèmes spécifiques. Le cinquième rapport, synthétisant 9 200 études, a notamment montré que toute augmentation des températures au-delà de 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels aggraverait les impacts sur l'environnement.

[...] Le mandat du GIEC consiste à fournir une expertise aidant la prise de décision politique et servant de base aux négociations multilatérales, mais il n'est pas directement prescripteur ni ne prend part aux négociations autrement qu'au titre d'observateur. [...]

On dit de ces rapports qu'ils sont "policy relevant, but not policy prescriptive" ("politiquement pertinents, mais non prescriptifs"). Pour autant, ils ont un impact considérable, les décideurs politiques tentant d'agir en conformité avec le diagnostic scientifique. Ainsi, le rapport de 1990 a suscité une prise de conscience annonçant la Conférence de Rio, celui de 1995-1996 a préparé le Protocole de Kyoto, etc. [...]

Source : D'après « Qu'est-ce que le GIEC ? », www.vie-publique.fr, 26 juin 2020.

DOCUMENT 2

Liste prévisionnelle des participants à la COP (1) 26

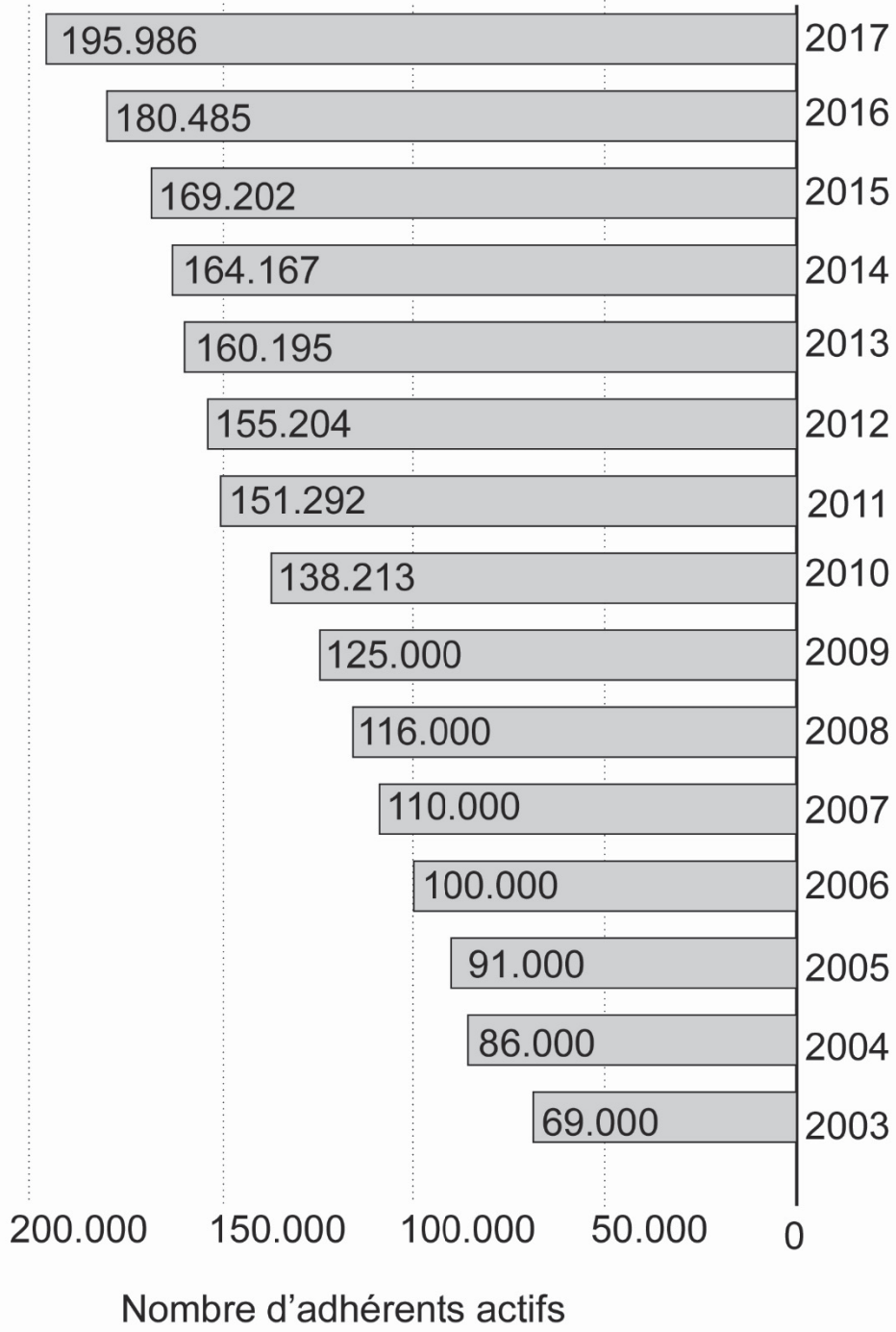
	États / organisations	Participants enregistrés
Parties (2)	196	21 688
États observateurs	1	7
Total Parties + États observateurs	197	21 695
Organes et unités du Secrétariat des Nations Unies	32	667
Agences spécialisées et organisations connexes	22	539
Organisations intergouvernementales	92	1 093
Organisations non gouvernementales	1 823	11 734
Total des organisations observatrices	1 969	14 033
Médias	2 806	3 781
Participation totale	4 972	39 509

Source : d'après, Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, octobre 2021.

- (1) Le sigle COP signifie « Conférence des parties ». La COP est la conférence mondiale sur le climat, organisée chaque année sur un continent différent.
- (2) Les parties désignent les pays ayant adopté la Convention-cadre des Nations unies contre le changement climatique, lors du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro, en 1992.

DOCUMENT 3

Nombre d'adhérents actifs de l'association Greenpeace (1) France de 2003 à 2017



Source : Statista Research Department, 6 juin 2019.

(1) Greenpeace : Organisation non gouvernementale de protection de l'environnement.

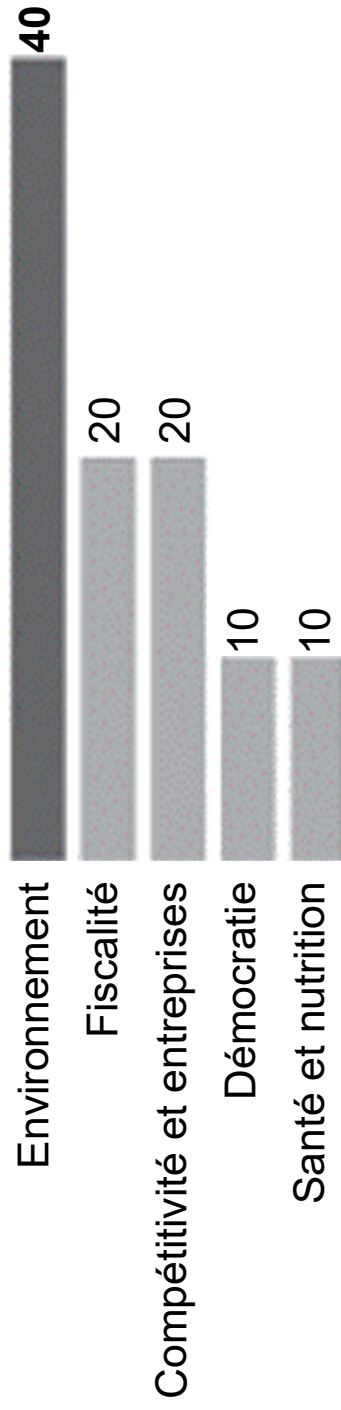
DOCUMENT 4

L'environnement, principale préoccupation des citoyens européens

(Consultation citoyenne réalisée en Europe : 1,5 million d'Européens ont fait part de leurs propositions pour réinventer l'Union Européenne)

Les questions environnementales en tête des préoccupations des Français...

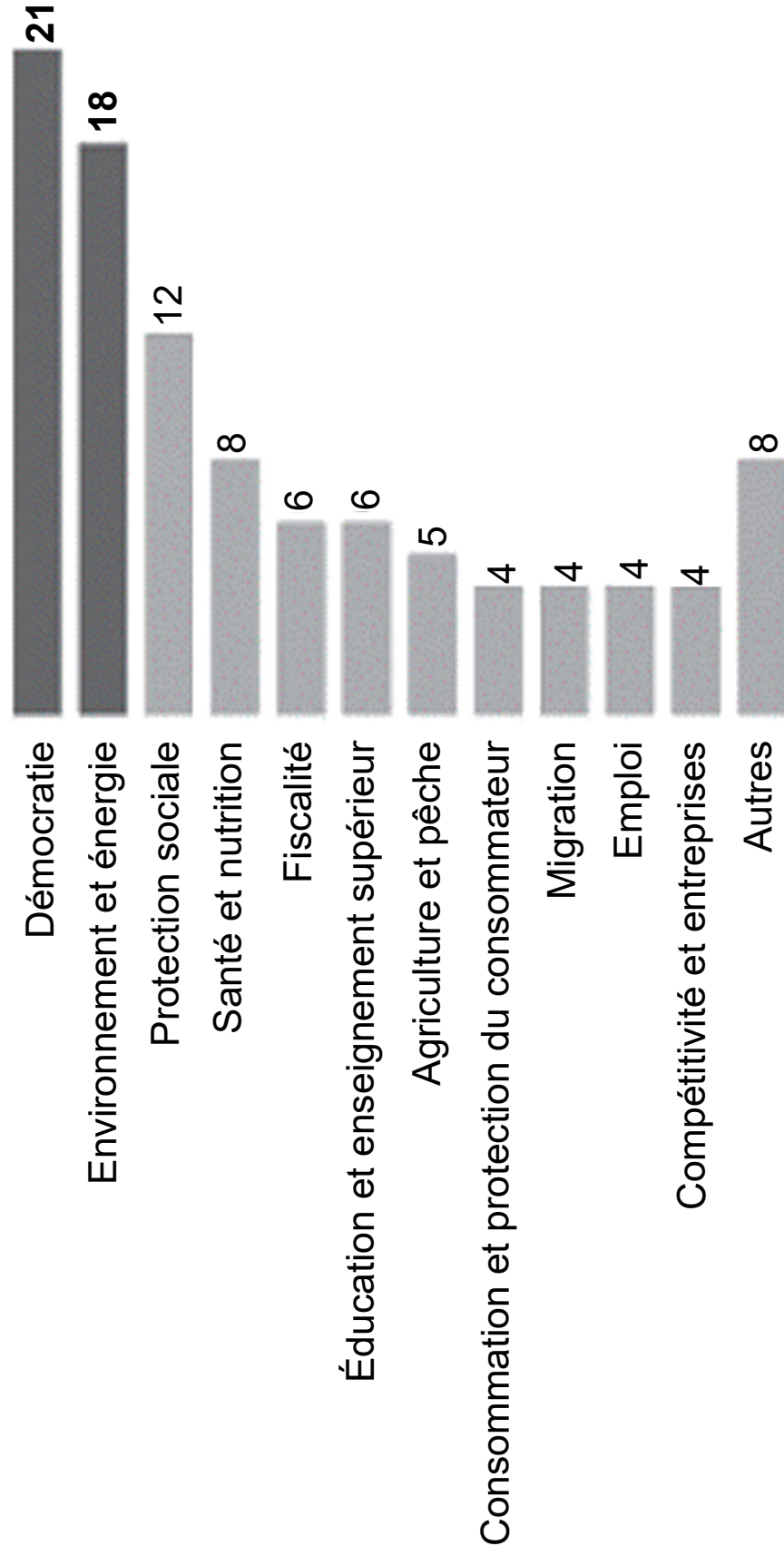
REPARTITION PAR THEMES DES 10 PROPOSITIONS FRANÇAISES LES PLUS APPROUVEES, EN %



Lecture : En 2019, sur les 10 propositions les plus approuvées en France, répondant à la question « Que pouvons-nous faire concrètement pour réinventer l'Europe ? », 40 % concernent l'environnement. Sur les 270 propositions ayant émergé dans les pays de l'UE, 18 % concernent l'environnement et l'énergie.

...et de l'ensemble Des préoccupations européennes

REPARTITION PAR THEMES DES 270 PROPOSITIONS AYANT EMERGEES DANS LES PAYS DE L'UE AU TOTAL, EN %



Source : Alice BROGAT, « L'environnement, principale préoccupation des citoyens européens », www.lefigaro.fr, 20 mars 2019.

Épreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties :

Partie 1 - Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.

Partie 2 - Étude d'un document : il est demandé au candidat de répondre aux questions en mobilisant ses connaissances acquises dans le cadre du programme et en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse, de collecte et de traitement de l'information.

Partie 3 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- ▶ en développant un raisonnement ;
- ▶ en exploitant les documents du dossier ;
- ▶ en faisant appel à ses connaissances personnelles ;
- ▶ en composant une introduction, un développement, une conclusion.

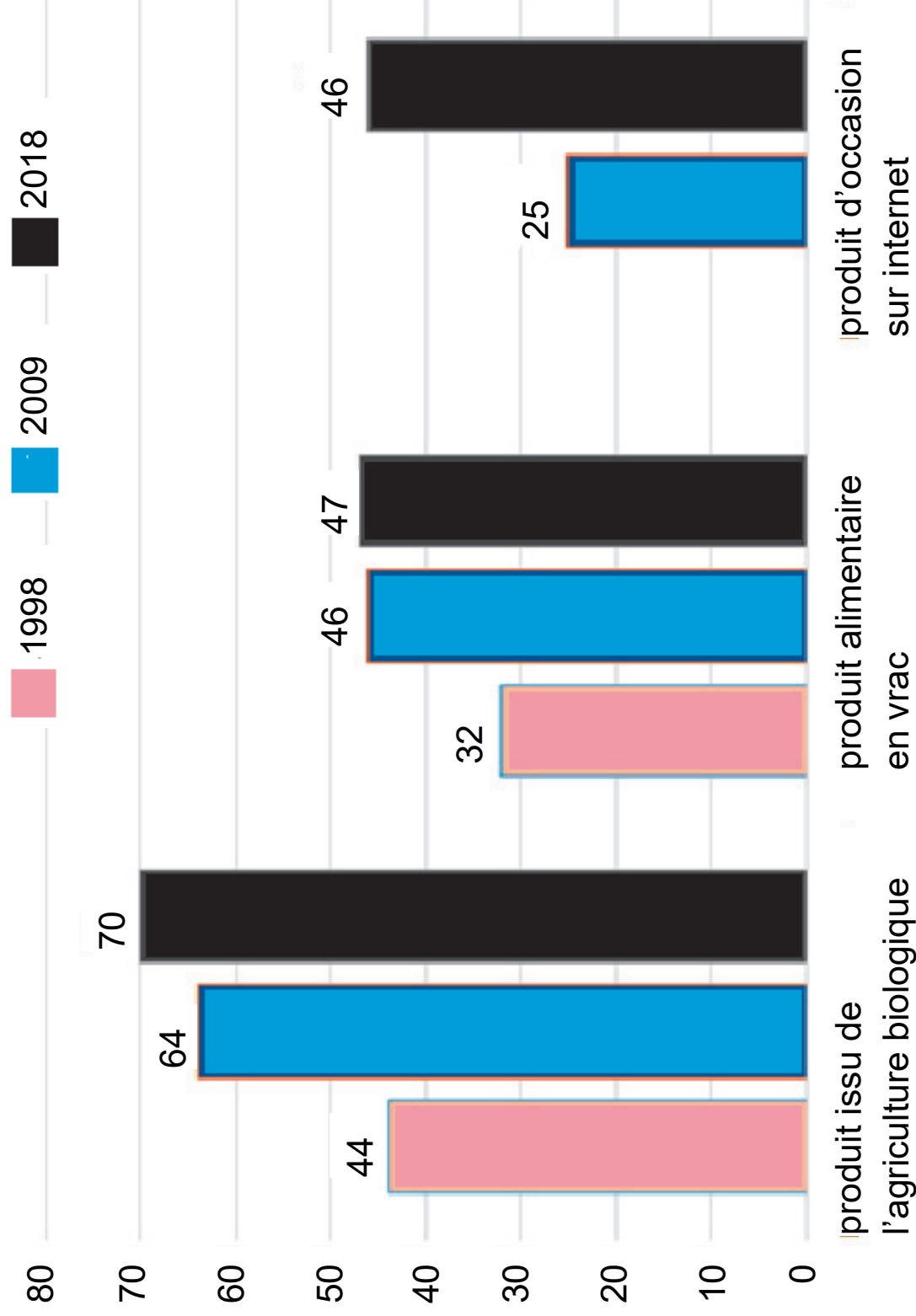
Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances (4 points)

À l'aide d'un exemple, montrez que la chaîne de valeur s'internationalise.

Deuxième partie : Étude d'un document (6 points)

Pourcentage de ménages ayant déjà acheté (lors des 6 mois précédant l'enquête) l'un des produits évoqués



Source : d'après CREDOC (Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie), « Consommation durable : l'engagement de façade des classes supérieures », enquêtes Tendances de consommation, 1998-2018, mars 2019.

Note : Les données disponibles concernant l'achat de produits d'occasion sur internet sont uniquement celles de 2009 et 2018, l'usage d'internet étant peu généralisé chez les Français avant le début des années 2000.

Questions :

- 1.** À l'aide des données du document, vous comparerez l'évolution de la consommation des ménages en produit issus de l'agriculture biologique et celle concernant les produits alimentaires en vrac, entre 1998 et 2018. *(2 points)*

- 2.** À l'aide des données du document et de vos connaissances, vous expliquerez en quoi la consommation engagée constitue une forme d'engagement politique. *(4 points)*

Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez comment les institutions influent sur la croissance économique.

DOCUMENT 1

Pourquoi le FMI se préoccupe-t-il tant de la corruption ? C'est simple : le rôle du FMI est de préserver la stabilité de l'économie mondiale et de promouvoir une croissance économique vigoureuse, durable, équilibrée et inclusive. Or, lorsque la corruption est endémique (1) et institutionnalisée, cette mission devient difficile, voire impossible à remplir.

Concrètement, la corruption affaiblit la capacité de l'État à faire son travail. Elle rabote (2) les recettes dont il a besoin et pervertit les décisions budgétaires, car les autorités peuvent être tentées de favoriser les projets qui rapportent des pots-de-vin (3) au détriment de ceux qui

(1) Qui sévit constamment.

(2) Réduit.

(3) Sommes d'argent, cadeaux offerts pour obtenir illégalement un avantage.

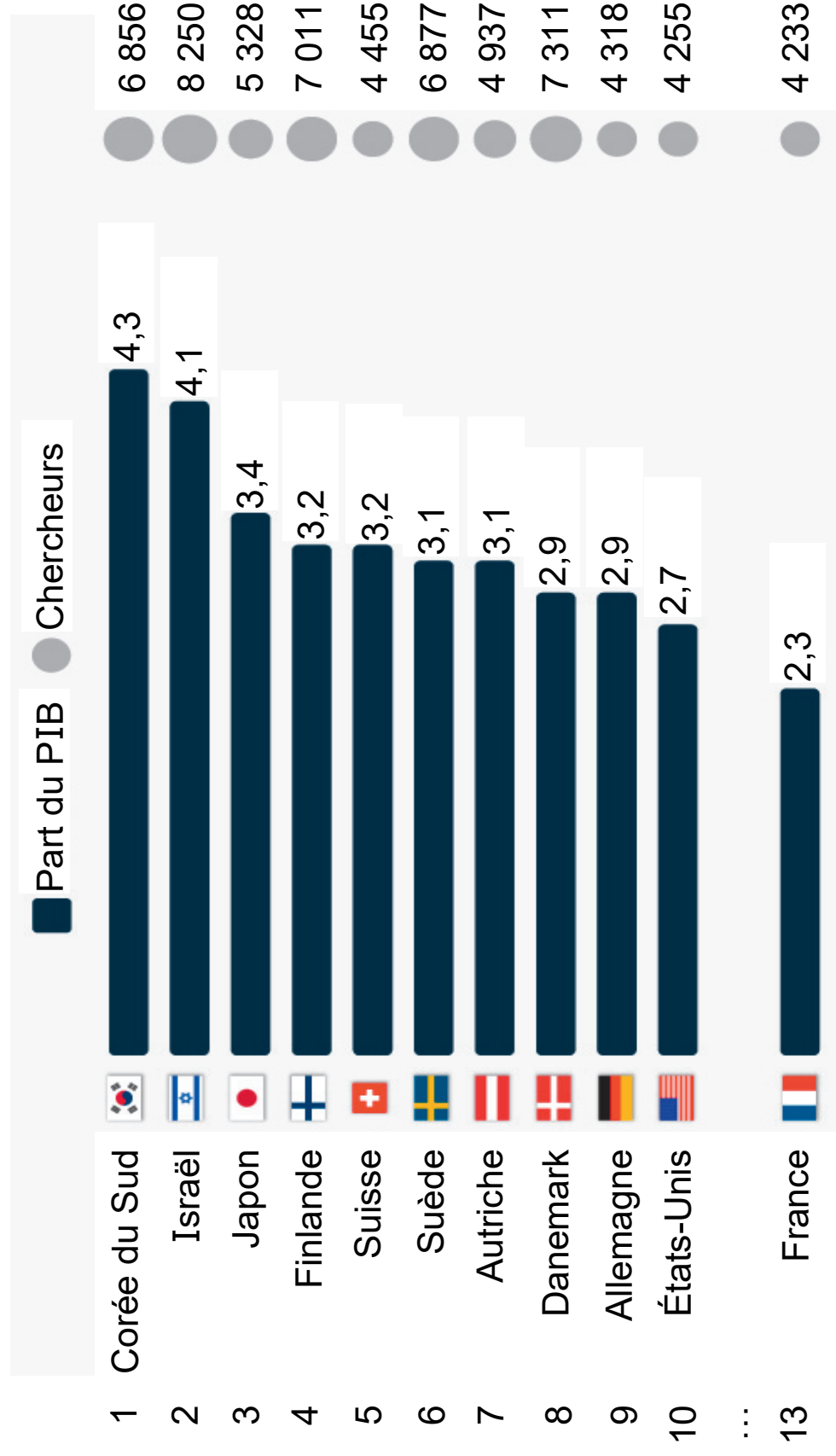
créent de la valeur économique et sociale. C'est mauvais pour la croissance comme pour les perspectives économiques. C'est mauvais pour l'équité et la justice, car les pauvres sont ceux qui souffrent le plus de la diminution des dépenses sociales et des sommes investies dans le développement durable. [...]

D'une manière plus générale, la corruption endémique peut fissurer les fondements d'une économie saine en dépréciant les normes sociales et en sapant les vertus civiques. Quand les riches ne paient pas leurs impôts, c'est l'ensemble du système qui perd en légitimité. [...] Au pire, cela peut déboucher sur des dissensions et des conflits civils. Si les fondations de votre maison sont « pourries » (autre sens du mot « corrompues »), comment bâtir une économie forte et soutenable ? C'est impossible.

Source : d'après Christine LAGARDE, « Les dégâts de la corruption », *Fonds Monétaire International*, 8 décembre 2017.

DOCUMENT 2

Pourcentage du Produit Intérieur Brut dépensé dans la R&D (1) et nombre de chercheurs pour un million d'habitants



Source : Tristan GAUDIAUT, www.statista.com, 15 août 2018.

(1) La Recherche et Développement est une activité économique qui vise à augmenter les connaissances disponibles et concevoir de nouveaux produits et procédés.

DOCUMENT 3

Parts des pays dans les familles triadiques de brevets (1) et Produit Intérieur Brut aux prix et PPA courants (2)

	Parts des pays dans les familles triadiques de brevets (en %)		PIB (en millions de dollars)	
	2005	2018	2005	2018
Allemagne	11,53	7,92	2 622 040	4 556 073
Chine	0,84	8,68	6 588 930	21 746 511
Corée du Sud	4,43	5,45	1 213 618	2 192 613
États-Unis	28,03	23,04	13 036 637	20 611 861
France	4,92	3,32	1 926 880	3 124 870

Source : d'après « Principaux indicateurs de la science et de la technologie », OCDE, 2020 et 2022.

(1) Les familles triadiques de brevets sont un ensemble de brevets déposés parallèlement dans les offices des Etats-Unis, du Japon et de l'Union Européenne.

(2) Les Parités de Pouvoir d'Achat (PPA) courantes permettent de situer un pays en terme du PIB (par habitant) compte tenu du niveau actuel des prix internationaux.